

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-034

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

| DATE D'AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

OBJET
de la
DELIBERATION

Approbation de la
convention constitutive du
groupement de
commandes pour l'achat
de gaz naturel et de
services associés

Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture

Le 26/06/24

et Publication ou
Notification

Le 26/06/24

Vu la directive européenne 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2113-6 et L. 2113-7,

Vu le Code de l'énergie et notamment ses articles L. 441-1 et L. 441-5,

Vu la Loi sur la consommation n°2014-344 du 17 mars 2014,

Vu la délibération du SYANE en date du 21 septembre 2016,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes jointe en annexe,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de Voglans d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et de services associés pour ses besoins propres,

Considérant que le SYANE entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **D'APPROUVER** la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et de services associés coordonné par le SYANE en application de sa délibération du 21 septembre 2016.
- **D'ACCEPTER** les termes de la convention et notamment la participation financière telle que fixée à l'article 8.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'acte d'adhésion à la convention du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et de services associés.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à donner mandat au SYANE pour obtenir auprès du fournisseur historique ou des fournisseurs actuels du membre et du gestionnaire de réseau l'ensemble des caractéristiques des points de comptage et d'estimation nécessaires à l'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises.

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER





**CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT DE COMMANDES
POUR L'ACHAT DE GAZ NATUREL
ET DE SERVICES ASSOCIES**

Approuvée le 20 juin 2014, modifiée le 7 octobre 2021, le 7 juillet 2022 et le 25 janvier 2024

Par le Bureau du SYANE

PREAMBULE

Conformément à l'article L.441-1 du code de l'Energie, l'ensemble des consommateurs de gaz naturel peut choisir un fournisseur sur le marché.

Pour leurs besoins propres, les acheteurs doivent recourir aux procédures prévues par le code de la commande publique, afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L.441-5 du code de l'Energie et les articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

Dans ce cadre, le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et entités privées, acheteurs de gaz naturel, est un outil qui peut leur permettre d'effectuer plus efficacement cette mise en concurrence.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes (ci-après « le groupement ») sur le fondement des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

ARTICLE 2. NATURE DES BESOINS VISES

Le groupement constitué par la présente convention vise à répondre aux besoins propres des membres dans le domaine de la fourniture et de l'acheminement de gaz naturel et de services associés.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des articles L. 1111-1 et L. 2125-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. COMPOSITION DU GROUPEMENT

Le groupement est ouvert aux personnes publiques et privées mentionnées à l'article L. 2113-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. DESIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

4.1 - Désignation du coordonnateur

Le SYANE (ci-après le « coordonnateur ») est désigné coordonnateur du groupement par l'ensemble des membres.

Il est chargé à ce titre de procéder, dans le respect des règles prévues par les textes réglementaires en matière de marchés publics (code de la commande publique), à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 2.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier les accords-cadres ou marchés qu'il conclut, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution. En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

4.2 – Missions du coordonnateur

En pratique le coordonnateur est ainsi chargé :

- d'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres. À cette fin, le coordonnateur est habilité par les membres à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires des réseaux de distribution et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants ;
- de préparer et conclure, en matière d'accord-cadre, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ;
- de signer et notifier les accords-cadres et marchés ;
- de transmettre les accords-cadres et marchés aux autorités de contrôle ;
- de transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne, et le cas échéant, les nouveaux prix de règlement résultant de l'application de la clause d'ajustement et de révision des prix en certifiant la validité des modalités de leur calcul, dans le cas où un prix révisable a été retenu ;
- de gérer le précontentieux et le contentieux afférents à la passation des accords-cadres et marchés, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement ;

- de définir et de mettre en œuvre la stratégie d'achat nécessaire à la couverture des besoins des membres du groupement (notamment dans le cas des achats fragmentés par prises de position appelés communément achat à « clics » ou achat « dynamiques ») ;
- de tenir à disposition des membres les informations relatives à l'activité du groupement.

D'une façon générale, le coordonnateur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre de ce groupement répondent au mieux aux objectifs de performance des membres en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économies d'échelle.

ARTICLE 5 - MISSION COMPLEMENTAIRE PROPOSEE PAR LE SYANE :

Cette mission s'applique spécifiquement et à titre exceptionnel dans le cas où une collectivité :

- à adhéré au groupement de commandes ;
- et ne pouvant entrer ses besoins de fourniture de gaz dans un marché en cours a besoin de conclure un marché ponctuel.

En application de l'article 5.3 des statuts du syndicat, le Syane peut proposer à ladite collectivité une prestation d'accompagnement pour la mise en œuvre de cet achat ponctuel, dans l'attente d'intégrer une nouvelle consultation du groupement de commandes. La collectivité s'engage à intégrer la future consultation, suivant les modalités définies à l'article 9.1.

Cet accompagnement concerne les prestations suivantes :

- rédaction du cahier des charges adapté aux besoins de la collectivité ;
- analyse des offres.

Le lancement de la consultation, l'attribution, la notification et l'exécution du marché restent de la responsabilité de la collectivité.

La demande d'accompagnement est formalisée par demande écrite de la collectivité.

Le Syane est indemnisé des frais afférents à cet accompagnement par une participation financière de 2000€. A cet effet, le Syane émet un titre de recettes à la collectivité concernée. Le titre de recette est émis le mois suivant la remise du rapport d'analyse des offres par le Syane. La participation est due au Syane au plus tard dans les 3 mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

En cas de procédure déclarée infructueuse ou sans suite, le Syane s'engage à conduire une nouvelle analyse des offres sans frais supplémentaire.

ARTICLE 6. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article L. 1414-3-II du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du coordonnateur.

Le coordonnateur désigne les personnes compétentes pouvant siéger à la CAO avec voix consultative.

ARTICLE 7. MISSIONS DES MEMBRES

Les membres sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur avec précision leurs besoins en vue de la passation des marchés et des accords-cadres,
- d'assurer la bonne exécution des marchés portant sur l'intégralité de ces besoins éventuellement ajustés en cours d'exécution,
- d'informer le coordonnateur de cette bonne exécution,
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,
- de participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 8.

Pour ce qui concerne la fourniture et l'acheminement de gaz naturel, les membres s'engagent à communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur et en particulier, à veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

À ce titre, lors de la préparation des documents de consultation, le coordonnateur pourra, sur la base des informations dont il dispose, notifier aux membres une liste des points de livraison envisagés en vue d'être inclus aux accords-cadres et/ou marchés à intervenir.

À défaut de réponse écrite expresse des membres dans un délai raisonnable fixé par le coordonnateur et qui ne saurait être inférieur à trois semaines à compter de cette notification, les points de livraison ainsi définis seront inclus par le coordonnateur à l'accord-cadre et/ou au marché.

Le Syane, en tant que coordonnateur du groupement, pourra, sur la base d'une analyse au cas par cas et si la demande d'ajout a pour conséquence d'affecter de plus de 1% la flexibilité prévue par le marché concerné, refuser l'ajout des points de livraison entre la période d'évaluation des besoins des membres aux fins de la passation de marchés et d'accords-cadres et leur début d'exécution, notamment dans les hypothèses suivantes :

- Ajouts de PDL dont les caractéristiques ne correspondent pas à celle du marché ;

Intégration résultant d'un événement qui aurait pu être anticipé par le membre au moment de la détermination des besoins. Une fois inclus accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par les membres en dehors du présent groupement et ayant aussi pour objet, même non-exclusif, la fourniture de gaz naturel.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1 Indemnisation du coordonnateur

La mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois, le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres, dès lors que le membre est partie aux marchés passés par le coordonnateur. Ces frais recouvrent notamment les charges salariales des agents du SYANE affectés au fonctionnement du groupement (déterminé sur la base du coût moyen d'un ETP), les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et les coûts liés aux outils mis en place par le coordonnateur afin d'assurer le bon suivi de l'exécution des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement.

Le montant de la participation financière est établi pour chaque consultation portant sur l'achat de gaz naturel pour laquelle un avis d'appel public à la concurrence est établi par le coordonnateur.

A cet effet, le coordonnateur émet un titre de recette pour les membres concernés. Le titre de recette est émis concomitamment à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence.

La participation est due au coordonnateur au plus tard dans les trois mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

8.2 Montant de la participation financière

Pour l'ensemble des membres du groupement, le montant de la participation (P) **exprimé en Euros** est déterminé de la façon suivante :

$$P = 1,2 \times CF$$

- **Consommation de référence (CF)** : consommation annuelle, exprimée en MWh/an, associée aux points de livraison déclarés par le membre du groupement au SYANE, lors de la communication de ses besoins en application de l'article 7 et dont le volume total est mentionné dans les documents de consultation ;
- **Le montant minimal de la participation P est fixé à 60 € par membre.**

Le coordonnateur est exonéré de cette participation.

8.3 Modalités de révision de la participation financière

Lors de la notification d'un nouveau marché, la participation est révisée d'après la formule suivante :

$$P' = P0 \times \left(0,15 + 0,85 \frac{ING}{ING0} \right)$$

- P' : cotisation révisée
- P0 : montant initial de la participation
- ING0 : valeur de l'index Ingénierie édité par l'INSEE au bulletin mensuel de statistique du mois de juin 2014
- ING : valeur de l'index Ingénierie du mois de juin de l'année précédant le versement de la cotisation.

En cas d'écarts de plus de 5% entre les coûts engagés par le Syane aux fins de la réalisation : de ses missions de coordonnateur et le montant global de participation financière due en application du présent article, le Syane, en tant que coordonnateur, pourra revoir annuellement, en cours d'exécution des marchés et accords-cadres, le niveau de participation financière due par les membres du groupement suivant les modalités définies à l'article 11.

8.4 Forfait de contribution aux frais généraux du Coordonnateur pour les membres du groupement non-adhérents au Syane

Les membres du groupement d'achat non-adhérents du Syane se verront appliquer, cumulativement à la cotisation fixée à l'article 8.2 et 8.3, un forfait de contribution aux frais généraux du Syane selon les modalités suivantes :

- o Pour les membres n'ayant pas la possibilité d'adhérer au Syane, ce forfait correspond au produit suivant : 52 € X le nombre de Points de Comptage et Estimation (PCE) du membre ;
- o Pour les membres ayant la possibilité d'adhérer au Syane, ce forfait correspond au produit suivant : 0,10 € X le nombre d'habitants DGF du membre du groupement

8.4 Frais de justice

L'ensemble des membres du groupement porte la responsabilité de la procédure de passation.

En cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le marché ou les marchés, accords-cadres et marchés subséquents afférents à la convention. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

ARTICLE 9. - CONDITIONS D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

9.1 Conditions d'adhésion des membres

Le groupement est ouvert aux personnes morales, dont le siège est situé sur les départements de Haute-Savoie et Savoie.

Chaque membre adhère au groupement par une délibération ou décision selon ses propres règles. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord-cadre ou un marché en cours au moment de son adhésion.

9.2 Conditions de retrait des membres

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait d'un membre du groupement est constaté par une décision selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur par courrier au Président du Syane avec accusé de réception ou mail avec accusé de réception (infoconcession@syane.fr) en respectant un préavis de trois (3) mois. Cette décision précisera notamment les motifs du retrait.

Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés auxquels participe le membre.

ARTICLE 10. CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 11. MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification substantielle de la présente convention, notamment concernant les dispositions financières, devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement, dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

Ladite modification substantielle prendra effet lorsque l'ensemble des membres l'a approuvée.

Les modifications mineures apportées à la présente convention seront approuvées par le Bureau Syndical du SYANE, coordonnateur du groupement, sans qu'il soit nécessaire que l'ensemble des membres du groupement les approuve.

Ces modifications mineures seront néanmoins préalablement portées à la connaissance de l'ensemble des membres du groupement

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé ladite modification.

Acte d'adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et de services associés

Approuvée le 20 juin 2014, mise à jour le 7 octobre 2021, le 7 juillet 2022 et le 26 janvier 2024

Par le Bureau du SYANE

Nom du membre : *Commune de VOGLANS*

Date : *25/06/24*

Yves MERCIER
MAIRE

Signature :



Conformément à : la délibération/décision n° *2024-034*
du *24/06/24*
jointe.

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-035

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

| DATE D’AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

OBJET
de la
DELIBERATION

Attribution marché
création d’une passerelle
pour la cantine du groupe
scolaire

Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture

Le 26/06/24

et Publication ou
Notification

Le 26/06/24

L’an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

Monsieur le maire, rappelle au conseil municipal que la commune a lancé une procédure de gré à gré pour les travaux concernant la création d’une passerelle pour la cantine du groupe scolaire de Voglans.

Ces travaux ont été allotis en 6 lots :

Lot 1 : MAÇONNERIE

Lot 2 : SERRURIE

Lot 3 : MENUISERIES ALUMINIUM – VITRERIE

Lot 4 : MENUISERIES BOIS

Lot 5 : ELECTRICITE

Lot 6 : SOLS COLLES – FAUX PLAFONDS - PEINTURE

Après analyse des offres par Monsieur Philippe ROBERGEON, économiste de la construction, la commission commande publique propose de retenir les entreprises suivantes qui ont produit la meilleure offre compte tenu des critères d’attribution contenus dans les documents de consultation :

Lot 1 : MAÇONNERIE – **AGLIETTA – 4 325,00 €**

Lot 2 : SERRURIE – **PETTINI – 16 845,00 €**

Lot 3 : MENUISERIES ALUMINIUM – VITRERIE – **CONFORT LOISIRS – 23 212,00 €**

Lot 4 : MENUISERIES BOIS – **PELLICIER – 4 650,00 €**

Lot 5 : ELECTRICITE – **ELEXENS – 996,37 €**

Lot 6 : SOLS COLLES – FAUX PLAFONDS – PEINTURE – **JEMMAL – 5 500,00 €**

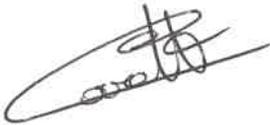
Monsieur le maire soumet au vote l’attribution de ces marchés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **D'APPROUVER** les résultats de la mise en concurrence ;
- **DE VALIDER** les entreprises mentionnées ci-dessus, comme attributaire des marchés de travaux ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché avec lesdites entreprises pour les montants précisés ci-dessus, pour un montant global de **55 528,37 € HT** soit **66 634,04 € TTC** ;
- **DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget primitif 2024.

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-036

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

| DATE D'AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

Monsieur le maire, rappelle au conseil municipal que la commune a lancé une procédure adaptée en application de l'article R 2123.1 du Code de la Commande Publique concernant la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour la restauration scolaire municipale.

Après analyse des offres par la commission de la commande publique réunie le vendredi 21 juin, celle-ci propose de retenir l'entreprise **SAS LEZTROY SAVOY** qui a produit la meilleure offre compte tenu des critères d'attribution contenus dans les documents de consultation.

OBJET
de la
DELIBERATION

Monsieur le maire soumet au vote l'attribution de ce marché.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

**Attribution marché
fourniture et livraison de
repas en liaison froide
pour la restauration
scolaire municipale**

- **D'APPROUVER** le résultat de la mise en concurrence ;
- **DE VALIDER** l'entreprise mentionnée ci-dessus, comme attributaire du marché de fourniture pour une durée de douze mois à compter du 1^{er} septembre 2024. Le marché est reconductible trois fois, par reconduction tacite, sans que la durée maximale ne puisse excéder quatre ans ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché avec ladite entreprise. Le bordereau de prix unitaire d'un repas en maternelle **4.10 € HT** (4.32 € TTC) ; en élémentaire **4.25 € HT** (4.48€ TTC) et adulte **4.76 € HT** (5.02 € TTC) ;
- **DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget primitif 2024.

**Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture**

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le 26/06/24

**et Publication ou
Notification**

Le 26/06/24

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-037

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

| DATE D'AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal, la délibération du 5 juin 2023 fixant les tarifs pour les services " restauration scolaire ", " garderie " et " étude surveillée ".

OBJET
de la
DELIBERATION

Compte tenu que la commune a relancé une procédure adaptée concernant la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour la restauration scolaire,

**Tarifs périscolaires et de
la restauration scolaire**

Compte tenu de la hausse des prix liée à l'augmentation de l'alimentation, des salaires et des coûts du gaz et de l'électricité (selon l'indice INSEE cantine + 3.05 %),

**Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture**

Compte tenu que nos tarifs de restauration scolaire sont pour l'essentiel composés du coût de la restauration, il vous est proposé de répercuter cette hausse des coûts du repas sur nos tarifs 2024-2025 selon le tableau ci-après :

Le 26/06/24

RESTAURANT SCOLAIRE

et Publication ou
Notification

Le 26/06/24

| Présence journalière | TARIFS 2024-2025 |
|---|------------------|
| 1 enfant | 5.58 € |
| 2 enfants du même foyer fiscal | 5.03 € |
| 3 enfants du même foyer fiscal | 4.82 € |
| 4 enfants du même foyer fiscal | 4.73 € |
| Repas adulte | 8.18 € |
| Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I.) | 1.90 € |

Pour les tarifs de garderie et d'études, il vous est proposé d'appliquer une augmentation des prix selon le tableau suivant :

| GARDERIE (Prix par enfant) | TARIFS 2024-2025 |
|-----------------------------------|-------------------------|
| Matin | 1.51 € |
| Soir et mercredi midi | 1.90 € |
| ETUDE SURVEILLEE | 2.10 € |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-29,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023-023 en date du 5 juin 2023 relative aux tarifs des temps périscolaires 2023/2024,

Vu le budget communal,

Considérant la hausse des matières premières, des denrées alimentaires et des coûts de l'énergie,

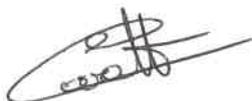
Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 12 juin 2024,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **DE VALIDER** les nouveaux tarifs 2024-2025 indiqués ci-dessus et de les appliquer à compter du **1^{er} septembre 2024.**

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-038

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 0

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POUILLILIAN, Nadia PULLI

DATE CONVOCATION

18/06/24

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

DATE D'AFFICHAGE

18/06/24

OBJET
de la
DELIBERATION

Monsieur le maire rappelle la délibération n°2019-0429-04 portant sur les tarifs de locations des salles municipales et propose de modifier ces tarifs tels qu'ils sont présentés ci-dessous et ce, à compter du 1^{er} janvier 2025.

**Tarifs et cautions des
salles municipales
applicables à compter du
1^{er} janvier 2025**

**Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture**

Le 26/06/24

**et Publication ou
Notification**

Le 26/06/24

LOCATION DES SALLES MUNICIPALES
TARIFS
(APPLICABLE A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2025)

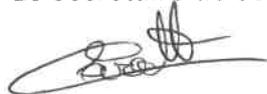
| Complexe NOËL MERCIER | Salle BELLE EAU (Grande salle) | Salle TERRE NUE (Petite salle) | Salle PRE FONTAINE (Salle à l'étage) | Salle PRE FONTAINE + TERRE NUE | Mairie Salle expo |
|--|--|--|--|---------------------------------------|---------------------------------|
| CAUTION | 800€ | 500 € | 300 € | 800 € | 200 € |
| ASSOCIATIONS COMMUNALES | Gratuit | Gratuit | Gratuit | Gratuit | Gratuit |
| WEEK-END (2JRS) RESIDENTS VOGLANS | 600 € | 330 € | //////// | //////// | |
| JOURNEE SEMAINE HORS WEEKEND PARTICULIERS ET ENTREPRISES DE VOGLANS (POUR DES SEMINAIRES) | 350 €/jour | 250 €/jour | 165 €/jour | 350 €/jour | |
| L'organisation de cérémonies civiles ou laïques ou d'une réception après obsèques | //////// | 110 €/jour | //////// | //////// | |
| WEEK-END (2JRS) EXTERIEURS | | | | | 100 € + 20€/jour supplémentaire |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **DE MODIFIER** les tarifs de location des salles municipales comme indiqués dans le tableau.

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-039

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

| DATE D'AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

OBJET
de la
DELIBERATION

**Tarifs des concessions
funéraires applicables à
compter du 1^{er} janvier
2025**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment des articles L2223-13 et suivants,

Vu les lois et règlements concernant le régime de concessions dans le cimetière,

Vu la délibération du 8 novembre 2021,

Vu l'avis de la commission finances du 12 juin 2024,

Considérant qu'il appartient à la commune de fixer les tarifs des concessions funéraires,

Considérant que ces tarifs sont relatifs à des concessions de cases de colombarium, de cavurnes, et de terrains de 2m2 et présentés ci-dessous,

**Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture**

Le 26/06/24

**et Publication ou
Notification**

Le 26/06/24

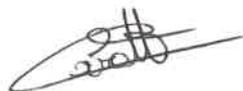
| | Acquisition Tarifs 2025 | Renouvellement Tarifs 2025 |
|---------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|
| PLEINE TERRE | | |
| CONCESSION 15 ANS (2m2) | 160 | 160 |
| CONCESSION 30 ANS (2m2) | 320 | 320 |
| COLOMBARIUM | | |
| CASE 15 ANS | 405 | 160 |
| CASE 30 ANS | 685 | 320 |
| CAVURNE | | |
| EMPLACEMENT 15 ANS (0.70 m2) | 560 | 160 |
| EMPLACEMENT 30 ANS (0.70 m2) | 760 | 320 |
| CAVEAU | | |
| CONCESSION 15 ANS 3 places | 2000 | 160 |
| CONCESSION 15 ANS 6 places | 2500 | 280 |
| CONCESSION 30 ANS 3 places | 2300 | 320 |
| CONCESSION 30 ANS 6 places | 2800 | 420 |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **DE FIXER** les tarifs selon le tableau ci-dessus à compter du **1^{er} janvier 2025** :

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-040

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

| DATE D'AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

OBJET
de la
DELIBERATION

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la SAFER propose à la vente la parcelle cadastrée AN 119.

Monsieur le Maire précise que cette parcelle proposée à la vente à la commune de VOGLANS représente 52a 22ca pour un montant de **18 500,00 Euros TTC** (dont TVA néant), hors frais d'acte notarié et d'hypothèque.

Monsieur le Maire ajoute enfin que la décision d'attribution de ce terrain sera faite par le Comité Technique de la SAFER.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

**Promesse unilatérale
d'achat à la SAFER pour
l'achat d'une parcelle
agricole**

- **DE SE DECLARER** favorable à l'acquisition de cette parcelle,
- **D'AUTORISER** Monsieur le maire à signer une promesse d'achat concernant le terrain cadastré AN 119 pour une superficie totale de 52a 22ca et pour un montant de 18 500,00 Euros TTC (dont TVA néant), hors frais d'acte notarié et d'hypothèque,
- Dans le cas où ce terrain serait attribué à la commune de VOGLANS par le Comité Technique de la SAFER, **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à son acquisition.

**Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture**

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le 26/06/24

**et Publication ou
Notification**

Le secrétaire de séance

Le Maire,

Le 26/06/24



M. YVES MERCIER



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

De la Commune de VOGLANS - SAVOIE

DEPARTEMENT
SAVOIE

Séance du 24 juin 2024

N° 2024-041

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|
| Afférents au Conseil Municipal | En exercice | Présents |
| 19 | 19 | 13 |

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

| DATE CONVOCATION |
|------------------|
| 18/06/24 |

| DATE D’AFFICHAGE |
|------------------|
| 18/06/24 |

OBJET
de la
DELIBERATION

**Modification de la durée
hebdomadaire du temps
de travail du poste de
responsable d’équipes
personnel des écoles et
entretien**

**Acte rendu exécutoire
après
dépôt en Préfecture**

Le 26/06/24

**et Publication ou
Notification**

Le 26/06/24

L’an deux mille vingt-quatre et le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, en mairie, sous la présidence de Monsieur Yves MERCIER, Maire,

Présents : Yves MERCIER, Martine BERNON, Malika BERNOU, Eric BURDET, Sandrine CAVALLO, Anne CHERPIN, Jacques CONVERT, Sylvain GARON-GUINAUD, Alain GOUJON, Jean NOIRAY, Carmela SICOLI, Isabelle TETAZ, Sébastien THERME

Absents : Mathieu CROSET, Ophélie DEVEZE, Floriane PALUMBO, Cédric POTHIER, Jean-Claude POULLILIAN, Nadia PULLI

AUCUN POUVOIRS

Secrétaire de séance : Sandrine CAVALLO

Monsieur le Maire informe l’assemblée que, conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l’effectif des emplois et leur temps de travail nécessaires au bon fonctionnement des services.

Vu la charge de travail au sein du groupe scolaire communal et le besoin de coordonner les équipes du personnel des écoles et de l’entretien,

Vu les missions supplémentaires d’encadrement et de gestion administrative des personnels des établissements scolaires (ATSEM /Agents de restauration et d’entretien).

Considérant la demande conjointe effectuée auprès de l’agent concerné, Monsieur le Maire propose à l’assemblée de prendre en considération la demande de supprimer le poste d’adjoint d’animation principal 1^{ère} classe à temps non complet 17,5h/semaine annualisées et d’ouvrir un poste d’adjoint d’animation principal 1^{ère} classe à temps complet à 35h/semaine annualisées.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- La suppression d'un poste d'adjoint d'animation principal 1^{ère} classe à temps non complet, 17,5 heures hebdomadaires annualisées
- La création d'un poste d'adjoint d'animation principal 1^{ère} classe à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires annualisées
- De modifier ainsi le tableau des emplois

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits

Le secrétaire de séance



Le Maire,

M. YVES MERCIER

